

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



OCTOBRE 2024

BONJOUR

INTRODUCTION

Le mois de septembre a jeté un froid sur l'économie mondiale. La croissance économique est devenue anémique au Canada, au point de faire bondir le nombre de chômeurs au Québec. De son côté, notre voisin du Sud amorce une reprise à la suite d'une baisse des taux directeurs de la Fed longtemps attendue. L'Allemagne, souvent considérée comme le moteur de l'Europe, est grippée et semble contaminer ses voisins. Les Britanniques se ruent vers l'épargne, inquiets qu'ils sont de leur avenir financier. Quant aux entreprises industrielles chinoises, elles sont entrées dans leur cinquième mois consécutif de contraction.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

En septembre, la paire de devises a clôturé le mois à environ 1,3512, avec un creux à 1.3420. Après trois réductions consécutives depuis juin, la Banque du Canada devrait poursuivre sur sa lancée, anticipe Jimmy Jean, l'économiste en chef de Desjardins. Son taux directeur, qui s'élève actuellement à 4.25%, pourrait être abaissé « d'un autre 75 points de base d'ici la fin de l'année », avance-t-il.

C'est que l'inflation a atteint en août la cible de 2% recherchée par la banque centrale. Et il convient à présent de soulager le marché de l'emploi, qui s'est sérieusement détérioré en 2024 : de manière générale, lorsque les taux d'intérêt augmentent, les entreprises peinent à investir, et donc à embaucher. Ainsi, de janvier à juillet, le Québec n'a vu la création que de 24 600 emplois, soit le cinquième des emplois créés durant la même période de 2023, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Quant aux chômeurs, leur nombre a bondi de 22% au Québec sur la même période, ce qui porte leur total à 243 300. « Il est devenu urgent que la Banque du Canada intervienne à ce sujet », note Jimmy Jean.

À cela s'ajoute le fait que la croissance économique est anémique au pays. Le produit intérieur brut (PIB) n'a augmenté que de 0.2% en juillet et une première estimation semble indiquer qu'il n'afficherait aucune progression en août, selon Statistique Canada. C'est nettement en-dessous des attentes de la Banque du Canada, laquelle a réagi à l'annonce de ces chiffres en déclarant qu'elle aimerait voir la croissance reprendre au deuxième semestre de l'année. Son objectif : favoriser une reprise économique telle que le PIB connaîtrait une hausse de 2.8% au troisième trimestre.

Le cabinet-conseil Deloitte croit fermement en cette prochaine reprise. Dans un rapport, il note que « la baisse des taux allègera suffisamment le fardeau de la dette des ménages pour leur permettre de recommencer à dépenser, notamment sur le marché immobilier ». Et de conclure : « Après deux années de croissance inférieure à la moyenne, nous nous attendons à ce que l'économie canadienne retrouve son rythme de croisière en 2025 ».



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY a vu sa valeur passer de 101.65 à 100.32, le mois dernier. À la mi-septembre, la Réserve fédérale (Fed) a entamé un cycle d'assouplissement de sa politique monétaire, en diminuant ses taux directeurs de 50 points de base afin de les amener dans une fourchette de 4.75%-5%. Jerome Powell, le président de la Fed, a donné deux raisons principales à cette décision. D'une part, l'inflation, qui s'élevait à 2.2% en août, est revenue à un niveau similaire à celui d'avant la pandémie. D'autre part, il convenait d'éviter tout affaiblissement du marché de l'emploi ; quand les taux sont élevés, les entreprises ont en général le réflexe de freiner leurs investissements, et donc de moins embaucher, voire de licencier.

Les taux d'intérêt semblent appelés à chuter chez notre voisin du Sud. Si la tendance se maintient, la Fed prévoit en effet que les taux directeurs baisseront d'un autre demi-point de pourcentage d'ici la fin de l'année, d'un point de pourcentage entier en 2025 et encore d'un demi-point de pourcentage en 2026. Elle souligne, bien entendu, que des anticipations pour un avenir aussi lointain sont nécessairement incertaines.

C'est que l'économie américaine ressent du mieux. Par exemple, l'indice composite PMI américain flash de S&P Global, qui reflète l'activité dans les secteurs des services et de l'industrie manufacturière, s'est établi à 54.4 en septembre. Cela dépassait les attentes de la plupart des analystes, qui avaient tablé sur 54.3. (Un score supérieur à 50 traduit une expansion de l'activité.) « Cela indique que les États-Unis se dirigent vers une croissance saine dans les temps à venir », note Chris Williamson, l'économiste en chef chez S&P Global Market Intelligence. De fait, les données révisées du produit intérieur brut (PIB) des deux premiers trimestres de 2024 sont plus élevées que ce qui avait été estimé jusqu'à présent : le premier trimestre a enregistré une croissance de 1.6% contre 1.4% initialement annoncé ; et le deuxième trimestre, de 3% au lieu de 2.8%. « La reprise à laquelle nous assistons part sur des bases solides, et c'est prometteur pour l'avenir », estime Michael Pearce, économiste d'Oxford Economics.



EUR



ZOOM SUR ▼ L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

En septembre, la paire EURUSD est passée de 1.1048 à 1.1189. Pour la troisième fois en deux mois, la Banque centrale européenne (BCE) a abaissé en septembre ses taux directeurs, amenant ainsi à 3.65% son taux d'intérêt pour les opérations principales de refinancement. Cette décision survient alors que l'inflation ne cesse de ralentir dans la zone euro, se trouvant à 1.8% en septembre, soit son niveau le plus bas depuis juin 2021.

Cela étant, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro n'a crû que de 0.2% au deuxième trimestre, selon Eurostat. Il s'agit là d'une révision à la baisse par rapport à l'estimation précédente de 0.3%. Les performances ont été variables d'un pays à l'autre, mais il est à souligner que l'Allemagne, souvent considérée comme le moteur économique de l'Europe, a vu son PIB se contracter de 0.1%.

Les principaux instituts économiques allemands (Ifo, DIW, IWH, etc.) ont revu à la baisse leurs prévisions économiques concernant l'Allemagne. Ils tablent à présent sur une contraction de son PIB de 0.1% en 2024, alors qu'en mars dernier ils croyaient en une expansion de 0.2%. Selon eux, la croissance de l'économie allemande devrait être modeste (+0.8%) en 2025, tout comme l'année suivante (+1.3%).

L'Allemagne est plombée par les difficultés de son industrie manufacturière, en particulier son secteur automobile dont la production a fondu de 2.4% en juillet alors que la plupart des analystes n'avaient anticipé qu'un léger recul de 0.5%. Dans ce contexte, le moral des entrepreneurs allemands a reculé pour le quatrième mois d'affilée, à 85.4 en septembre contre 86.6 en août, indique le baromètre Ifo.

Pour la première fois en sept mois, l'activité économique dans la zone euro a reculé en septembre. L'indice PMI de S&P Global est alors tombé à 48.9, contre 51 en août. (Un score inférieur à 50 traduit une contraction de l'activité tandis qu'un score supérieur à 50 dénote une expansion.) « Cette dégringolade montre que les deux acteurs clés de la zone euro sont en grande difficulté : l'Allemagne est au point mort tandis que la France n'a connu qu'un éphémère coup de pouce grâce aux Jeux olympiques de Paris 2024 », dit Andrew Kenningham, économiste en chef, Europe, de Capital Economics.



GBP



ZOOM SUR ▼ LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

Le mois dernier, la paire GBPUSD a augmenté de 1.3149 à 1.3396, après avoir atteint un sommet de deux ans et demi, à 1.3415, le 25 septembre. Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a augmenté de 0.5% au deuxième trimestre, selon l'Office for National Statistics (ONS). C'est moins que la précédente estimation, qui était de 0.6%. La croissance a été principalement tirée par le secteur des services, tandis que les secteurs, manufacturier et de la construction ont sous-performé.

Les entreprises exportatrices de biens traversent des temps difficiles : 44% d'entre elles ont déclaré que leur carnet de commandes à l'exportation était inférieur à la normale en septembre, alors que la proportion était de 22% en août, selon la Confédération de l'industrie britannique (CBI). Si les commandes se maintiennent outre-Atlantique, elles semblent accuser le coup du côté européen. Les lourdeurs administratives liées au Brexit ont entraîné une chute des échanges de biens entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE), « et le problème va en s'aggravant », selon une étude de l'Aston Business School. Entre 2021 et 2023, les exportations de biens britanniques vers l'UE ont été inférieures de 27% à ce qu'elles auraient été si le Brexit n'avait pas eu lieu. Et cela découle du fait que nombre de PME ont renoncé à exporter vers l'UE à cause de l'ajout continu de nouvelles réglementations depuis le Brexit.

Signe du climat économique incertain, les Britanniques donnent la priorité à l'épargne. Le taux d'épargne des ménages a atteint 10% au deuxième trimestre, contre 8.9% au trimestre précédent, note l'ONS. C'est le taux d'épargne le plus élevé depuis la pandémie.

Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a laissé inchangé en septembre son taux directeur, à 5%, mettant ainsi en pause un cycle de baisse entamé en août dernier. C'est que l'inflation est encore « tenace » : si elle s'est maintenue à 2.2% en août, l'inflation sous-jacente, qui exclut les produits aux prix les plus volatils comme l'énergie et l'alimentation, a cependant progressé. Les experts de la banque centrale britannique s'attendent d'ailleurs à ce que l'inflation reparte sous peu à la hausse et se retrouve « aux environs de 2.5% » à la fin de l'année, en raison notamment des prix de l'énergie qui ne cessent de demeurer élevés.



CNY



ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire USDCNH a reculé le mois dernier de 7.1153 à 7.0010, après être brièvement passée sous la barre symbolique des 7, à 6.9773, le 28 septembre. Une enquête du magazine Caixin auprès des directeurs d'achat a montré que les nouvelles commandes manufacturières ont chuté en septembre « au rythme le plus rapide depuis deux ans », à 49.3 contre 50.4 en août. Si les données officielles du Bureau national des statistiques (BNS) sont moins drastiques, elles témoignent tout de même d'un cinquième mois consécutif de contraction, l'indice des directeurs d'achat étant, selon lui, à 49.8 en septembre. (Un score inférieur à 50 correspond à une contraction de l'activité.)

Sans surprise, les profits des entreprises industrielles chinoises accusent le coup. Ils ont fondu de 17.8% en août alors qu'ils avaient augmenté de 4.1% le mois précédent, selon le BNS. Si l'on considère la période de janvier à août, ils n'ont augmenté que de 0.5%. Cette piètre performance reflète « la faible demande intérieure et extérieure », estime Yu Weining, statisticien du NBS, en soulignant que de nombreuses catastrophes naturelles ont également joué en défaveur des entreprises industrielles chinoises, « comme les températures élevées, les fortes pluies et les inondations qui ont frappé à répétition plusieurs régions en 2024 ».

Cela étant, les marchés boursiers chinois ont bondi à la fin de septembre, reflétant l'enthousiasme suscité par l'avalanche de mesures qui venaient d'être annoncées par le gouvernement Xi Jinping. Celles-ci comprenaient notamment des taux d'intérêt plus bas, des exigences plus faibles en matière d'acompte pour les prêts hypothécaires et une réduction des réserves obligatoires des banques.

« Ces mesures énergiques de relance devraient avoir un impact majeur sur l'activité économique du pays au cours des prochains mois », estime Gabriel Ng Song Quan, économiste de Capital Economics, en relevant toutefois que « les déséquilibres entre l'offre excédentaire de nombreux produits et la faible demande persistaient ». Selon lui, les récentes mesures commerciales prises à l'encontre de la Chine, telles que l'augmentation des droits de douane sur les véhicules électriques et d'autres biens décrétés notamment par les États-Unis et le Canada en septembre, ne manqueront pas de « peser également sur l'économie chinoise ».



COMMO



ZOOM SUR ▼
LE CAFE

PLUS DE DÉTAILS

Le prix de la livre de café a bondi de 83% en un an, à 2.69 USD au Nymex. La météo joue un rôle crucial dans la hausse du prix du café : des conditions météorologiques défavorables peuvent suffire à réduire la production annuelle de 10 à 20%, et par suite, à faire bondir les prix.

La Niña, l'un des phénomènes météorologiques les plus puissants au monde, provoque actuellement la pire sécheresse que le Brésil ait connu depuis plus de 70 ans. La situation est si critique que les producteurs brésiliens ont précipité les récoltes afin de ne pas tout perdre : à la mi-juillet, près de 74% des grains avaient été récoltés, selon Safras & Mercado; du jamais vu. Le pays produit à lui seul 33% de l'arabica, ce qui en fait le premier producteur mondial de café.

Le Vietnam, principal producteur de robusta et second producteur mondial de café après le Brésil, est confronté à un autre mal. Le typhon Yagi a détruit d'innombrables caféiers, et les pluies torrentielles attendues dans les mois à venir en raison de La Niña pourraient entraîner des maladies affectant les arbustes et leurs grains.

Outre le dérèglement climatique, les producteurs de café sont également en butte à la nouvelle réglementation européenne. Cette dernière vise à bannir tout café issu de zones géographiques où sévissent la déforestation et doit entrer en vigueur à la fin de l'année. Résultat? Nombre d'acteurs du marché s'empressent d'acheter le grain d'où qu'il vienne, avant que la réglementation ne soit appliquée. Cela a pour effet immédiat de faire artificiellement grimper les prix. Quant aux producteurs eux-mêmes, ceux qui se trouvent dans les zones concernées s'inquiètent grandement pour leur avenir, la moitié de la demande mondiale de café provenant de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord.

Pour le consommateur occidental, la hausse du prix du café n'affecte pas encore vraiment son portefeuille. Le prix du café torréfié ou moulu n'a augmenté que de 1.6% en 2023, selon Statistique Canada. Néanmoins, entre juillet 2020 et juillet 2024, la hausse a été 23.2%, et elle pourrait bondir dans les prochains trimestres en raison d'une « potentielle chute drastique » de la production, considère Sven Anders, professeur d'économie de l'alimentation à l'Université de l'Alberta.





Quand une femme gagne plus que son conjoint

Dès lors qu'une femme gagne plus d'argent que son conjoint, le risque de séparation du couple est accru « de manière significative », révèle une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined). Les couples dans lesquels la part de revenu apportée par la femme est supérieure à 55% présentent un risque de séparation « supérieur de 11 à 40% par rapport aux couples aux revenus égaux ». Plus l'écart s'agrandit, plus le risque de séparation va croissant, précise l'étude menée en France.

Source : La Tribune.

Lien : [ICI](#)

Le Royaume-Uni abandonne le charbon

Le Royaume-Uni a dit adieu au charbon ; une première pour un pays du G7. La fermeture de la dernière centrale britannique à utiliser du charbon, située à Ratcliffe-on-Soar, entre les villes de Derby et Nottingham, est survenue à la fin de septembre. Elle sonne le glas du combustible ultra polluant dans la production électrique du pays. L'installation sera totalement démantelée « d'ici la fin de la décennie », selon l'entreprise Uniper, son exploitant. Il y sera installé par la suite un « pôle de technologie et d'énergie sans carbone », notamment l'hydrogène vert.

Source : MIT Technology Review.

Lien : [ICI](#)

” LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

